On le sait : il y a des *projets* de loi qui émanent du gouvernement et qui sont adoptés en Conseil des ministres, et il y a des *propositions* de loi rédigées et présentées par un ou plusieurs parlementaires (députés ou sénateurs). Et l'un des apports positifs de la réforme constitutionnelle de 2008 fut d'accroître le temps dévolu aux propositions de loi dans l'ordre du jour du Parlement (au moins une semaine par mois).

De nombreuses propositions de loi, souvent utiles et justifiées, sont ainsi adoptées par les deux assemblées. Malheureusement, très souvent – et même trop souvent – une proposition de loi adoptée dans une assemblée n'est pas même examinée par l'autre chambre. Il s'ensuit une déperdition de temps, d'énergie... et dans bien des cas un « manque à gagner » pour notre législation – même si une proposition de loi peut, lorsqu'elle ne poursuit pas son cours législatif, être transformée en amendement : je me suis plusieurs fois résolu à le faire ! Je pourrais citer bien des exemples.

Ainsi, l'une de mes propositions de loi visant à créer des « schémas régionaux des crématoriums » attend depuis plusieurs années d'être examinée par l'Assemblée Nationale. Le résultat est que l'implantation des crématoriums obéit trop souvent au seul critère de rentabilité ou à l'arbitraire, et bien des familles doivent effectuer, lors d'obsèques, de nombreux kilomètres parce que l'équipement le plus « proche » est situé loin de leur domicile.

Ainsi, j'espère que ma proposition de loi visant à assurer une plus juste représentation des petites et moyennes communes au sein des intercommunalités et qui a été unanimement adoptée par le Sénat, sera inscrite dans les prochaines semaines à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale... afin de pouvoir s'appliquer lors des prochaines élections municipales.

Ainsi, j'espère que ma proposition de loi sur l'affectation des avoirs illicites de la corruption internationale aux populations spoliées... sera elle aussi bientôt examinée par l'Assemblée Nationale. Il y va de la morale et de la justice !

Une solution serait, comme l'a proposé naguère un sénateur, que la Constitution prévoie qu'une proposition de loi adoptée par une assemblée doit être nécessairement examinée dans l'année qui suit par l'autre assemblée : une idée pour la prochaine réforme constitutionnelle...

Jean-Pierre Sueur

>> [Lire mon intervention à ce sujet en commission des lois](#)